

---

*D'un savoir a l'autre, les agents de développement  
comme médiateurs*, GRET/Ministère de la  
Coopération, 204 p., sous la direction de J.-P.  
Olivier de Sardan et E. Paquot, 1991.

Philippe Lavigne Delville

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/apad/412>

ISSN : 1950-6929

**Éditeur**

LIT Verlag

**Édition imprimée**

Date de publication : 15 décembre 1991

**Référence électronique**

Philippe Lavigne Delville, « *D'un savoir a l'autre, les agents de développement comme médiateurs*, GRET/Ministère de la Coopération, 204 p., sous la direction de J.-P. Olivier de Sardan et E. Paquot, 1991. », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 2 | 1991, mis en ligne le 06 juillet 2006, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/apad/412>

---

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Bulletin de l'APAD

---

*D'un savoir à l'autre, les agents de  
développement comme médiateurs,  
GRET/Ministère de la Coopération,  
204 p., sous la direction de J.-P.  
Olivier de Sardan et E. Paquot, 1991.*

Philippe Lavigne Delville

---

- 1 Dans les projets de développement, ce ne sont pas seulement la "rationalité technique" et la "rationalité paysanne", mais aussi des systèmes de savoirs et de sens qui se confrontent. Prendre en compte les savoirs paysans ne permettrait-il pas de mieux adapter les thèmes techniques des projets ? Porteurs du savoir technique et en contact direct avec les paysans, les agents de développement sont à une position stratégique. Ne pourraient-ils pas se faire médiateurs, traducteurs d'un langage dans l'autre ? Ce qui pose diverses questions : quel statut est accordé aux savoirs populaires ? la position sociale des agents de développement leur permet-elle de jouer un tel rôle ? quels sont les problèmes linguistiques et pédagogiques posés par les terminologies et les catégories locales ? etc.
- 2 Issu d'un séminaire intitulé "Savoirs populaires, agents de développement et communication en langues nationales", cet ouvrage offre différents éclairages sur ces questions. Plutôt que de reprendre le détail des contributions, inégales comme il se doit dans ce genre d'ouvrage, je me contenterai d'en résumer les plus significatives et de reprendre certains thèmes transversaux. Dans "Savoirs populaires et agents de développement", Olivier de Sardan pose clairement la problématique : les savoirs techniques locaux témoignent d'un faisceau d'objectifs et de contraintes, auxquels ils répondent plus ou moins bien, et auxquels les innovations techniques vont se confronter. D'où l'intérêt de connaître ces savoirs et ces savoir-faire, qu'ils soient techniques (Urbino, Kintz) ou sociaux (foncier : très bon texte de Bouju). Il ne s'agit pas pour autant de mythifier les savoirs populaires, qui sont multiples, hétérogènes, diversement efficaces. Porte-parole des savoirs technico-scientifiques, les agents de développement sont dans

une position ambiguë : ils doivent pour être efficaces devenir des médiateurs entre ces deux systèmes de savoir. Il ne s'agit pas là de traduire simplement des messages techniques en langues locales (Jaffré) mais de participer à la négociation informelle, aux confrontations de stratégies et de logiques qui se jouent autour de l'intervention. Si c'est de fait la pratique des plus expérimentés d'entre eux, la formation à l'enquête qualitative, à l'écoute des savoir-faire et des pratiques locales, peut aider les agents à une meilleure connaissance de leurs interlocuteurs et à mieux jouer leur rôle.

- 3 Se basant sur l'ethnolinguistique, Jaffré expose une démarche de formation d'agents de développement au recueil et à l'analyse de catégories locales concernant leur discipline. Au-delà des termes et de leur logique de construction, c'est la confrontation d'univers de pensée qui est en jeu. La mise au point de lexiques terme à terme est vaine, et les tentatives de traduire les concepts techniques en langue locale encore plus (Kpikpidi propose pourtant de traduire l'engrais NPK par "sel qui contient trois éléments" !).
- 4 Au delà des questions linguistiques, on ne peut faire abstraction du sens des pratiques sociales et des stratégies des acteurs locaux, comme l'illustrent divers textes : Maïzi analyse la façon dont les femmes du Yatenga concilient la forme "communautaire" des groupements et un intérêt qui est en fait familial et individuel. Ouedraogo analyse l'échec des centres de formation de jeunes agriculteurs au Burkina dont les propositions sont aux antipodes des aspirations et des possibilités des jeunes. En Casamance, un organisme d'encadrement a institué un groupement.
- 5 Faute d'avoir compris la structure des pouvoirs locaux, il a abouti à la monopolisation des avantages du projet par certains lignages (Diouf).
- 6 Prendre en compte les savoirs techniques et les catégories de pensée locales est d'une utilité indéniable, et ce livre ouvre des pistes méthodologiques pertinentes. Mais la négation des savoirs populaires tient aussi à des logiques institutionnelles, comme Koné le montre bien pour les encadreurs. L'enjeu n'est-il pas plus dans la mise au point d'outils de négociation explicite ex-ante des contenus de projets (on peut considérer les détournements comme le fruit de négociations implicites, la règle du jeu étant : "je vous laisse choisir vos thèmes d'intervention, et vous me laissez en faire ce que je veux"). Olivier de Sardan ne fait qu'aborder ce thème, qui n'était pas l'objet du séminaire mais qui est latent dans bon nombre de communications (un thème de travail pour l'A.P.A.D. ? ). Dans ce cadre, la sophistication des méthodes de communication ou de formation est un moyen nécessaire, mais insuffisant.